

Le sénateur Molgat: Premier prix d'humour.

Le sénateur Lynch-Staunton: C'est vrai. L'OCDE nous a dit que nous aurions les meilleurs taux de croissance au cours des deux prochaines années.

Le sénateur Fairbairn: Je ne tiens pas à savoir exactement pourquoi nous faisons l'envie du monde entier. Tout ce que je puis dire, c'est que nous craignons de commencer l'année avec ce que nous croyions être un déficit de 32,6 milliards de dollars, ce qui est horrible en soi, et que ce déficit pourrait bien être plutôt de 46 milliards de dollars. Je ne crois vraiment pas qu'on puisse parler là de situation enviable. Je dirais plutôt, si vous voulez...

Le sénateur Lynch-Staunton: Allez dire cela à l'OCDE.

Le sénateur Fairbairn: Ce n'est pas tant l'OCDE qui m'inquiète que le peuple canadien.

Le sénateur Hastings: Les Canadiens vous ont jugés.

Le sénateur Lynch-Staunton: La campagne est terminée.

Le sénateur Fairbairn: C'est une des raisons pour lesquelles la création de possibilités d'emploi pour les Canadiens était au centre de notre discours du Trône et de tout notre programme électoral.

Un taux de chômage de 11,2 p. 100, cela peint la dure réalité qui veut que plus d'un million et demi de Canadiens vivent au ban de la société, incapables de participer à la vie économique, dans l'impossibilité de contribuer au soutien de leur famille ni à la vie de leur pays. Beaucoup d'autres ont cessé de chercher du travail. Nous avons besoin qu'ils réintègrent le marché du travail.

En 1977, lorsque le sénateur Frith proposa la motion pour l'Adresse en réponse au discours du Trône, il nous a dit qu'il fallait parler du chômage en termes de souffrances humaines et non en termes de statistiques générales. Les statistiques nous donnent une idée de l'ampleur du problème auquel nous sommes confrontés, mais elles ne décrivent pas les souffrances physiques et morales que vivent des millions de chômeurs canadiens et leurs familles. C'est ce sur quoi nous, parlementaires, allons nous pencher dans les mois à venir.

Notre gouvernement croit dans une démarche financièrement responsable et équilibrée qui tienne compte à la fois de notre énorme dette et de notre énorme déficit et de la nécessité de stimuler l'économie afin de créer de la croissance et des emplois. L'entreprise privée, en particulier le secteur des petites entreprises, continuera certes d'être le moteur de la création d'emplois au Canada. Les petites et moyennes entreprises créent à l'heure actuelle jusqu'à 85 p. 100 des emplois au Canada.

Nous avons déjà commencé à mettre en place des mesures afin, par exemple, de permettre un meilleur accès au capital de risques, de réduire la paperasserie dans les rapports entre les petites entreprises et le gouvernement, et de convaincre les banques de faciliter les choses aux petites entreprises qui ont besoin de financement pour lancer leurs activités et prospérer, en fait.

Le détail de ces programmes figurera dans le prochain budget fédéral. Mais l'un de nos principaux engagements, honorables sénateurs, est de supprimer la taxe sur les produits et services.

Le sénateur Lynch-Staunton: Et puis?

Le sénateur Fairbairn: Comme l'a fait savoir mon collègue, le ministre des Finances...

Le sénateur Lynch-Staunton: Qu'arrivera-t-il ensuite? Avec quoi comptez-vous la remplacer?

Le sénateur Fairbairn: ...nous sommes déterminés à remplacer au plus tôt la TPS par un système plus juste et plus simple.

Le sénateur Lynch-Staunton: Une taxe juste. En voilà une bonne!

Le sénateur Fairbairn: Entretemps, nous prendrons des mesures pour alléger le fardeau administratif afin qu'il soit plus facile aux Canadiens de respecter la loi.

Le sénateur Lynch-Staunton: Réintroduisez la taxe sur les ventes des fabricants.

Le sénateur Fairbairn: Le sénateur MacEachen a toujours appuyé la taxe sur les ventes des fabricants. Elle générerait des recettes, cela ne fait aucun doute. La TPS a été extrêmement décevante à cet égard.

Le sénateur Lynch-Staunton: L'élimination de cette taxe a aidé nos exportateurs.

Le sénateur Fairbairn: Sénateur Lynch-Staunton, le gouvernement entend notamment demander au comité des finances de la Chambre des communes d'élaborer des propositions de remplacement à la TPS.

Le sénateur Lynch-Staunton: Temporisation.

Le sénateur Fairbairn: Non, pas du tout. Cela permettra aux Canadiens d'avoir un rôle à jouer dans la modification de la taxe.

•(1610)

Le sénateur Lynch-Staunton: Ressortez les pétitions du sénateur Hébert.

Le sénateur Fairbairn: Comme tous les sénateurs le savent, la loi sur la TPS a probablement été la loi la plus détestée de l'histoire du Canada.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Carney: C'est le programme énergétique national qui remporte la palme.

Le sénateur Fairbairn: En plus d'agir à l'intérieur du processus parlementaire, le gouvernement entreprendra des consultations fédérales-provinciales pour être certain que le remplacement de la taxe reçoit un large appui au sein de la population et des gouvernements provinciaux.

Nous croyons également que les gouvernements peuvent et doivent intervenir directement dans les domaines où le secteur privé ne veut pas ou ne peut pas intervenir. C'est pourquoi nous avons rapidement mis sur pied le programme des infrastructures municipales.

Le sénateur Lynch-Staunton: Un centre de congrès à Québec!